

SUPERIOR COURT

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

No: 500-06-000774-154

DATE: October 26, 2017

BY THE HONOURABLE KAREN KEAR-JODOIN, J.S.C.

DANNY LAMOUREUX
Petitioner

vs.-

**ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS
MOBILIÈRES (OCRCVM)**
Respondent

JUDGMENT ON PETITIONER'S MOTION TO AUTHORIZE THE BRINGING OF A
CLASS ACTION AND TO ASCRIBE THE STATUS OF REPRESENTATIVE
(ART. 575 C.C.P.)

1. INTRODUCTION

[1] The Petitioner Danny Lamoureux ("Lamoureux") has filed a motion to authorize him to bring a class action following the loss of personal information and to ascribe to him the status of representative on behalf of the following proposed group:

I.1. (...)

Toutes les personnes physiques et morales, comptant 50 employés et moins depuis le 1^{er} février 2013, ayant vu ses renseignements personnels perdus au Québec par l'intimée ou un de ses employés en 2013.

[2] The nature of the relief sought is as follows:

1.3. (...)

Une action en dommages et intérêts compensatoires, punitifs et exemplaires pour la perte en 2013 des renseignements personnels du requérant et des membres par l'intimée ou un de ses employés.

[3] Lamoureux is a psycho-educator for the CIUSS-Estrie. He is presently 47 years of age.

[4] The Respondent l'Organisme canadien de règlementation du commerce des valeurs mobilières ("OCRCVM") is a national self-regulating organization which oversees its members namely dealer firms and their employees.

2. PRELIMINARY COMMENTS

[5] This is the second motion seeking authorization to exercise a class action against the OCRCVM based upon the loss of the same portable computer and essentially based upon the same facts.

[6] The first application for authorization came before Justice André Prévost in the matter *Sofio vs.- Organisme Canadien de Règlementation du Commerce des Valeurs Mobilières*.¹ Justice Prévost dismissed the application for authorization on the basis that there was no evidence of any identity theft and that the allegations in support of the affidavit failed to establish a serious appearance of right as contemplated by Article 1003. b) *C.C.P.*² in view of the absence of compensable damages. He states as follows:

[40] Mais ici, les inconvénients qu'allègue le requérant s'apparentent davantage à ceux qui font généralement partie de la vie en société au XXI^e siècle.

[41] La vérification mensuelle par une personne de ses comptes bancaires et cartes de crédit ne constitue par une démarche exceptionnelle. Ces données étant facilement accessibles par Internet, il n'est pas inhabituel que ce genre de vérification s'effectue plusieurs fois par mois. Rappelons aussi que le requérant étant comptable, on pourrait s'attendre à ce qu'il soit particulièrement vigilant à cet égard.

[42] La surveillance de toute anomalie dans la livraison du courrier n'apparaît pas exceptionnelle non plus. Elle fait partie des habitudes de vie dans notre société.

[7] Sofio appealed and sought leave to file new evidence, namely a solemn declaration by Lamoureux, the Petitioner herein, in which he alleged:

¹ 2014 QCCS 4061.

² Presently Article 575 (2) *C.C.P.*

1. That he was, in fact, in 2015, a victim of identity theft and:
2. The consequences arising from the loss of his personal information contained on the portable computer.

[8] On November 16, 2015, the Court of Appeal dismissed Sofio's request to present new evidence stating as follows:

[9] Toutefois, ces éléments de preuve ne sont pas indispensables ni requis aux fins de la justice. Même en tenant pour avéré que le vol d'identité, dont l'auteur de la déclaration sous serment a été victime, est en lien avec la perte de l'ordinateur de l'Organisme, ce qui n'appert pas clairement de la lecture de la déclaration, cette preuve n'est pas susceptible d'entraîner un jugement différent.

(...)

[11] Il ne saurait non plus être question, à l'étape de l'appel, de permettre cette preuve dans le but de substituer l'auteur de la déclaration sous serment à l'appelant à titre de requérant à la requête en autorisation ou encore, de l'ajouter à titre de co-requérant. Une telle substitution ou un tel ajout requerrait un amendement à la requête (amendement, par ailleurs, que l'appelant ne demande pas) et donnerait lieu à une analyse différente du critère du paragraphe 1003. B). Une demande d'amendement en appel est exceptionnelle et ne peut permettre que soit engagé un débat qui n'était pas présent lors de l'instruction en première instance. Pour paraphraser le juge Pelletier dans *Del Guidice c. Honda Canada Inc.* (2007 QCCA 922), il ne revient pas à la Cour de se prononcer en première ligne sur le respect d'une des exigences préalables à l'autorisation.

[12] Cette déclaration sous serment ne peut non plus justifier le retour du dossier en première instance, comme le suggère l'appelant lors de l'audience devant la Cour. Si l'auteur de la déclaration sous serment prétend que sa situation remplit les conditions de l'article 1003 C.p.c. et justifie d'autoriser le recours collectif, il lui reviendra de déposer une requête en ce sens. L'appelant ne peut tenter de faire intervenir dans l'instance qu'il a instituée une fois son recours rejeté par le juge.

[9] The Court of Appeal confirmed the judgment of first instance stating:³

[20] Le juge considère les faits allégués. Même tenus pour avérés, il estime *prima facie* que, malgré la faute de l'Organisme, l'appelant n'a pas établi l'existence d'un préjudice moral tangible et susceptible de compensation monétaire. Il conclut certes à des allégations démontrant l'existence de contrariétés, sans pour autant y voir là un préjudice compensable au sens de l'arrêt *Mustepha c.- Culligan du Canada Ltée* ([2008] 2 R.C.S. 114; 2008 CSC 27).

³ 2015 QCCA 1820.

[10] On November 16, 2015, within 10 days of the judgment rendered by the Court of Appeal, Lamoureux instituted his motion for authorization to exercise the class action against the OCRCVM. The portable computer was never recovered.

[11] The OCRCVM argues that the present motion is simply a “copy and paste” version of the Sofio’s motion which was before Justice Provost, albeit somewhat enhanced and “boosted.” Lamoureux denies this assertion stating that although the claims arise from the same incident, the facts and damages allegedly sustained by him are very different.

3. BACKGROUND

[12] By letter dated April 24, 2013, the OCRCVM advised Lamoureux that in late February 2013, an employee had lost a portable computer which could have contained his personal information such as his name, address, date of birth, the name of his investment broker and his account numbers with his broker.⁴

[13] The letter also indicated that contrary to its policy, the personal information was secured by a first level protection namely a password but not the second level of protection namely by way of encryption. The letter further noted that as of said date there had been no reports of theft or fraud resulting from the loss of the portable computer.

[14] The OCRCVM’s letter included an identity theft protection checklist detailing the steps to be taken in order to avoid identity theft and offered a service with Equifax that would place a Red Flag Alert on member’s credit files.

[15] By letter dated April 30, 2013, Lamoureux was advised that, in addition to the foregoing, the OCRCVM offered credit monitoring with Equifax for six years upon opting in and a Fraud Warning through TransUnion.

[16] It is appropriate to set out, in part, the details of some of the damages allegedly sustained by Lamoureux:

25. Les mots mêmes utilisés par l’intimée dans sa lettre et les documents annexés ont choqué et grandement inquiété le requérant au point de le rendre anxieux et de craindre une usurpation de son identité, voire de perdre ses économies;

26. Le requérant a été aussi inquiété que l’ORCVM, dont il ne connaissait pas auparavant l’existence ni sa solvabilité, ne s’engage pas formellement à le dédommager pour tous les dommages qu’il subissait et s’en remettre à Équifax pour tout régler;

⁴ R-3.1.1. (...)

27. Toujours inquiet malgré les protections qui auraient été mises en place sur l'intimée, le requérant a immédiatement contacté son courtier de Valeurs Mobilières Banque Laurentienne;

28. Ledit courtier a alors informé le requérant que l'on ne retrouvait dans les documents perdus par l'intimée que son adresse et son nom, contrairement au contenu de la pièce R-3, et qu'il ne devait pas s'inquiéter, ce qui se révélera inexact;

29. Non rassuré, le requérant a tenté de rejoindre à de nombreuses reprises et beaucoup de difficultés un représentant d'Equifax mais sans succès, n'arrivant jamais à parler à un être humain;

30. Devant cette situation et constatant l'échec flagrant de soi-disant mesures d'urgence mises en place par l'intimée auprès d'Equifax en avril 2013, le requérant a communiqué directement avec l'OCRCVM et a alors parlé avec madame Colette Arcidiacono qui lui a dit que seuls son nom et son adresse pouvaient être perdus, qu'ils avaient mis une note d'alerte sur son compte et qu'en conséquence, il serait rapidement avisé de toutes tentatives de fraude contre lui, ce qui se révélerait aussi inexact;

(...)

33. À cause de la faute de l'intimée, le requérant a été obligé de vérifier de façon beaucoup plus attentive que dans le passé et de façon systématique et totalement extraordinaire toutes les transactions sur ses différents comptes et toutes les anomalies dans la livraison de son courrier et ce, toujours avec la peur de voir son identité usurpée;

34. le 1er avril 2015, en consultant par internet son compte à la Caisse Populaire Desjardins, le requérant a découvert que trois comptes avaient été ouverts à son insu, soit une carte de crédit Visa et deux ouvertures de financement auprès de Réno-Dépôt;

35. Le requérant a immédiatement contacté les services de sécurité de Desjardins qui lui ont dit que des achats avaient été illégalement faits à son nom auprès de Réno-Dépôt et lui ont suggéré d'appeler la compagnie TransUnion pour de l'aide;

36. Le lendemain, le requérant a rejoint un représentant de TransUnion qui lui a dit qu'ils n'avaient reçu aucune alerte de qui que ce soit concernant ses comptes et qu'Equifax ne leur communiquait pas leurs propres informations;

37. Ledit représentant a alors informé le requérant que, de novembre 2013 à avril 2015, des fraudeurs avaient utilisé son nom pour ouvrir des comptes auprès, entre autres, de Capital One, Canadian Tire, Banque de Montréal, Banque T.D., Visa, Desjardins, Réno-Dépôt et Banque H.B.C.;

(...)

44. Le 16 avril 2015, le requérant a fait une demande pour avoir accès au rapport de police concernant ses vols d'identité;

45. Après plusieurs conversations téléphoniques avec eux, Service de Crédit HBC ont envoyé au requérant, le 24 avril 2015, une formule de déclaration de fraude que le requérant a remplie et qu'il leur a retournée;

46. Le 27 avril 2015, au coût de 15.00\$, le requérant a fait une demande de rapport d'évènement relativement à la plainte qu'il avait déposée à la police de Granby;

47. Le 28 avril 2015, après que le requérant a dû se présenter à une de ses succursales, il a reçu de la Banque de Montréal un avis, à l'effet que la carte MasterCard frauduleusement ouverte à son nom avait été annulée;

(...)

52. Le requérant a pu finalement parler à un représentant d'Équifax qui l'a informé que, depuis 2013, de nombreuses demandes de crédit avaient été faites illégalement à son nom auprès, entre autres, de Best Buy, Banque Royale et Sears;

53. Ce représentant a aussi informé le requérant que l'on avait rapport la perte de son porte-monnaie en avril 2013 à Equifax, ce qui n'est pas le cas, et demandé un changement de son adresse pour une adresse à Montréal-Nord et de son numéro de téléphone, changements qu'il n'avait jamais demandés;

(...)

57. Le 13 juillet 2015, le requérant a reçu une lettre d'Équifax à l'effet qu'ils ne faisaient plus rien pour lui tant qu'ils ne recevront pas de la part de chacun des créanciers concernés par les fraudes un avis de radier les informations illégales;

58. Par cette lettre le requérant a compris qu'Équifax non seulement n'empêchait pas les tentatives de fraude contre lui mais ne se chargeait pas de régler les différents inconvénients qu'il subissait auprès des compagnies de crédit ou institutions financières;

(...)

62. Le 30 juillet 2015, un représentant d'Équifax a informé le requérant qu'il n'avait pas reçu sa lettre envoyée en juin 2015 et que donc aucune modification n'avait été faite à son dossier et qu'il devait à nouveau leur envoyer une lettre par courrier recommandé accompagnée de deux preuves d'identité, ce qu'il a fait aussitôt par télécopieur;

63. Le 30 juillet 2015, un représentant d'Équifax a téléphoné au requérant pour lui annoncer qu'il ne donnerait pas suite à ses demandes à cause de son

changement d'adresse frauduleux à Montréal-Nord dont il n'était nullement responsable;

64. Il appert des paragraphes précédents que les organisations auxquelles l'a référé l'intimée ne l'ont jamais averti en temps utile des tentatives de fraudes contre lui et n'ont pas réglé auprès des compagnies de crédit et institutions financières les problèmes occasionnés par ces différentes tentative de fraude;

(...)

68. Depuis la réception de la lettre pièce R-3, le requérant, à cause de l'intimée, a subi anxiété et stress importants, a dû entreprendre de nombreuses démarches qui lui ont pris beaucoup de son temps et payer plusieurs déboursés;

[17] The Court has had an opportunity to review the examinations of Lamoureux dated November 2, 2016, and of the representative of OCRCVM, namely Lina Barbusci dated January 20, 2017, together with the affidavits and all exhibits filed in the Court record.

4. DISCUSSION AND ANALYSIS

[18] Article 575 *C.C.P.* sets out four criteria all of which must be satisfied prior to the Court authorizing the bringing of a class action:

1. The claims of the members of the class raise identical, similar or related issues of law or fact;
2. The facts alleged appear to justify the conclusions sought;
3. The composition of the class makes it difficult or impractical to apply the rules for mandates to take part in judicial proceedings on behalf of others or for consolidation of proceedings; and
- 4 The class member appointed as representative plaintiff is in a position to properly represent the class members.

[19] OCRCVM contests the conditions set out at (2) and (4) of Article 575 *C.C.P.*

[20] Lamoureux submits that the judgment of Justice Provost as confirmed by the Court of Appeal in *Sofio* has set aside any doubt as to whether he satisfies the criteria set out at Article 575 (1), (3) and (4) *C.C.P.*

[21] Lamoureux alleges that the damages alleged in support of this motion can be easily distinguished from those raised in the *Sofio's* matter, including but not limited to the fact that he was, in fact, a victim of numerous attempts of identity theft in 2013.

[22] Lamoureux alleges that he has been informed by Equifax and TransUnion that there were unauthorized uses of his personal information in an effort to obtain credit dating back to 2013. He maintains that the OCRCVM was not only negligent with regard

to the loss of the portable computer by one of its employees but also in its failure to take appropriate measures to provide adequate system-level security measures to protect the personal information. He adds that it was also delinquent in the delay to notify, in a timely manner, the individuals affected. As a result of the fault of OCRCVM, Lamoureux wishes to claim, on behalf of the class members, compensatory damages, punitive damages and costs.

[23] OCRCVM underscores that a class action is based upon civil responsibility. Lamoureux must establish at this stage, on a *prima facie* basis, fault, damage and a causal connection between the two.

[24] The jurisprudence has uniformly established that the evidentiary threshold in applications for authorization of class action is far from onerous.

[25] The Court is guided by the principles set out by the Supreme Court in *Infineon Technologies AG vs.- Option Consommateurs*:⁵

[59] At the authorization stage, the Court plays the role of a filter. It need only satisfy itself that the applicant has succeeded in meeting the criteria set out in art. 1003 of the *C.C.P.*, bearing in mind that the threshold provided for in that article is a low one. The authorizing court's decision is procedural in nature, as it must decide whether the class action may proceed.

[60] As this Court pointed out in *Marcotte v. Longueuil (City)*, (2009 S.C.C. 43 (Can LII), [2009] 3 S.C.R. 65, at para. 22), the requirements for authorization of a class action have on a consistent basis been interpreted and applied broadly both by it and by the Quebec Court of Appeal. As was noted in that case, the tenor of the jurisprudence clearly favours easier access to the class action as a vehicle for achieving the twin goals of deterrence and victim compensation (see also *Nault v. Canadian Consumer Co. Ltd.*, (1981) 1 S.C.R. 553; *Comité régional des usagers des transports en commun de Québec v. Québec Urbain Community Transit Commission*, (1981) 1 S.C.R. 424; *Comité d'environnement de La Baie Inc. v. Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée*, (1990) R.J.Q. 655 (C.A.); *Château v. Placements Germarich Inc.*, (1990) R.D.J. 625 (C.A.); *Tremaine v. A.H. Robins Canada Inc.* (1990) R.D.J. 500 (C.A.). The Court of Appeal astutely summarized this as follows in *Nadon v. Ville d'Anjou*, (1994) R.J.Q. 1823, at pp. 1827-28:

(TRANSLATION) ... the Court have generally held that the conditions of article 1003 must be interpreted broadly, that they leave a court little discretion when they are met, and that the court is not to rule on the legal merits of the conclusions in light of the alleged facts.

[61] At this stage, the court's role is merely to filter out frivolous motions and grant those that meet the evidentiary and legal threshold requirements of art. 1003. The objective is not to impose onerous burden on the applicant, but merely

⁵ [2013] 3 R.C.S. 600.

to ensure that parties are not being subjected unnecessarily to litigation in which they must defend against untenable claims. The Court of Appeal described the threshold requirement as follows: “*le fardeau en est un de démonstration et non de preuve*” or, in English, [TRANSLATION] “the burden is one of demonstration and not of proof” (*Pharmascience Inc. v. Option Consommateurs*, 2005 QCCA 437 (CanLII), at par. 25; see also *Martin v. Telus Communications Co.*, 2010 QCCA 2376 (CanLII), at para 32).

A) THE CLAIMS OF THE MEMBERS OF THE CLASS RAISE IDENTICAL, SIMILAR OR RELATED ISSUES OF LAW OR FACT

[26] The Court must determine whether the claims of the members of the group have a common denominator in order to evaluate whether the recourse of the members raises identical similar or related questions of fact. The Court shares the view of Justice Provost in the matter of *Sofio*:

[18] Ici, l'ordinateur égaré par un employé de l'OCRCVM aurait contenu les données personnelles de l'ensemble des Membres, ces derniers auraient tous été avisés de l'incident par une lettre circulaire reçue quelques semaines plus tard et le fondement de la responsabilité de l'OCRCVM serait le même pour tous.

[27] The Court concludes that the condition of Article 575 (1) *C.C.P.* is satisfied.

B) ARTICLE 575 (2) C.C.P. THE FACTS ALLEGED APPEAR TO JUSTIFY THE CONCLUSIONS SOUGHT

[28] The role of the Court at the authorization stage is clearly set out by Justice Hamilton in *Evan Zuckerman vs.- Target Corporation*:⁶

[57] The recent jurisprudence of the Supreme Court of Canada and the Court of appeal makes it very clear that the role of the Court at the authorization stage with respect to the merits of the proposed class action is very limited: the Court is acting as a filter and should refuse authorization only where the proposed class action is frivolous and has no chance of success. In that analysis, the burden on the petitioner is to demonstrate a *prima facie* or arguable case in light of the facts and the applicable law. This means that the petitioner must allege, with sufficient precision and with some supporting evidence, all of the elements of a valid cause of action. The Court is to assume that the petitioner will be able to prove the allegations at trial, unless they are too vague, general or imprecise to amount to anything more than speculation or hypotheses on the petitioner's part or that they are clearly contradicted by uncontroverted evidence. The court must then assess whether the allegations are sufficient for a valid cause of action.

[29] OCRCVM submits that the allegations in support of the motion are too vague to amount to anything more than supposition on the Lamoureux part.

⁶ 2017 QCCS 110.

[30] It submits that the allegations in the present matter cannot be distinguished from those before Justice Provost and the Court of Appeal in *Sofio* which the Court of Appeal found the allegations of *Sofio* to be "*formulées en termes extrêmement généraux*". The Court finds that, unlike *Sofio*, the allegations raised by the present motion are not general and vague. Lamoureux alleges that illegal applications for credit were made in 2013 and that he was, in fact, a victim of identity theft in 2015. Furthermore the relief sought by the present motion includes a claim for punitive damages.

[31] Has Lamoureux failed to establish an essential element of the recourse?

[32] OCRCVM does not dispute fault. One of their employees lost the portable computer which contained personal information. Moreover, it also failed to implement and maintain adequate security measures the whole contrary to its own policy.

[33] OCVRM maintains however that there is no evidence that the identity theft which occurred in 2015 is in any way related to the loss of Lamoureux's personal information in 2013. Moreover, even if the identity theft is related to the loss of the personal information in 2013, which it asserts is highly improbable, the alleged inconveniences do not give rise to compensable damages. It also argues that there is no appearance of right with respect to punitive damages.

[34] OCRCVM submits that the absence of the temporal element between the fault and the alleged damages precludes the Court from concluding that Lamoureux has an arguable case. They argue that his assertions are hypothetical and are nothing more than pure speculation.

[35] Lamoureux alleges that both Equifax and TransUnion whose services were offered by OCRCVM, informed him that there have been numerous illegal applications for credit made in his name dating back to 2013. The Court must assume, at this stage that the allegations are true and that he will be able to prove these assertions of trial. The consequences arising from the loss of personal information may not be immediate. They may, however, arise in the long term.

[36] OCRCVM also argues that the information used to commit the identity theft, namely the Lamoureux driver's license, employer's address and social security number, was not information that it maintained. To this end, it files the affidavit of Lina Barbusci dated November 24, 2016 which indicates that in 2012 and 2013, the portable computer contained only Lamoureux name, address, date of birth, name of investment broker and the number of account of his broker.

[37] Lamoureux alleges that more information was provided to his investment broker. The portable computer has never been found. It is impossible to know at this stage what actual information was contained therein.

[38] Moreover, it is premature at this stage to decide whether the fraud and identity theft and to the alleged illegal applications for credit under Lamoureux's name in 2013,

are or are not related to the loss of personal information. In any event, identity theft is not an essential allegation to a claim for damages. The Court of Appeal held in *Sofio* at paragraph 25:

[25] Ce n'est pas dire, précisons-le, qu'en matière de perte ou de vol de renseignements personnels, dans un contexte comme celui de l'espèce ou celui de l'affaire *Zuckerman* (500-09-025191-156 (C.A.), le 6 novembre 2015, jj. Bich, Savard et Shragar), il n'y aurait de préjudice indemnisable que si la perte ou le vol en question entraîne *de facto* l'usurpation ou la tentative d'usurpation de l'identité du requérant ou la commission d'une fraude ou tentative de fraude à son endroit. Ce n'est pas le cas. Le problème, en l'espèce, tient cependant au fait que les allégations de la requête en autorisation, tenues pour avérées, ne révèlent tout simplement pas de préjudice, même simplement moral: on invoque un stress dont la nature, l'ampleur, l'intensité ou les effets ne sont nullement détaillés et l'on décrit comme un préjudice des activités de vérification tout à fait routinières et habituelles, voir banales, chez la personne raisonnable qui est titulaire d'un compte bancaire ou détient une carte de crédit ou de débit. S'il y a plus, la requête ne le dit pas. Certes, il ne s'agit pas d'inviter ici les requérants ou les demandeurs à dramatiser la présentation de leurs allégations ou gonfler le descriptif de leur préjudice, mais il faut néanmoins un minimum factuel, qui n'est pas présent ici.

[39] The OCRCVM argues, as was determined by Justice Provost in *Sofio* that Lamoureux has been unable to establish the existence of damage more severe than those that are usually part of society in the 21st century.

[40] Clearly, there must be more than a mere allegation of stress and of routine monitoring of banking and credit card statements.

[41] As Justice Hamilton stated in *Zukerman*:

[73] The Court concludes that the monitoring of bank accounts and credit cards constitute normal activities and not inconveniences for which the account or card holder can recover damages. However, other matters such as setting up credit monitoring and security alerts, obtaining credit reports, and cancelling cards or closing accounts and replacing them are not "ordinary annoyances", anxieties and fears that people living in society routinely, if sometimes reluctantly, accept but may amount to something more. These are potentially matters for which class members would be entitled to compensation.

[42] In addition to the day to day rigorous monitoring of his accounts, Lamoureux was proactive in his efforts to clarify the information contained on the portable computer which was obviously not clear from the OCRCVM initial letter dated April 24, 2013. He first communicated with his investment broker and was told, contrary to the letter of OCRCVM, that the only information provided to them was his name and address. He then attempted to contact Equifax all to no avail. He then communicated directly with a

representative of OCRCVM who informed him that only his name and address had been lost.

[43] OCRCVM claims that there is no basis for punitive damages. It maintains that the Lamoureux must demonstrate through specific allegations an interference that is both unlawful and intentional with some right of freedom recognized by the *Quebec Charter of Human Rights and Freedoms*.⁷

[44] Lamoureux and class members are entitled to expect that their personal information entrusted to the OCRCVM would be secure and protected. Its admission of its failure to maintain security measures, at least at the level in conformity with its own policy together with the allegation of the consequences of the loss of personal information may constitute an illicit and intentional violation of the right to respect one's private life, protected by the *Quebec Charter of Human Rights and Freedoms*.

[45] The OCRCVM submission that the services offered by Equifax and TransUnion offered more than adequate protection against identity theft and fraud and that Lamoureux failed to mitigate his damages by not availing himself of such services, is not relevant in this stage of these proceedings.

[46] The Court concludes that the allegations raised by Lamoureux are sufficient for valid cause of action.

C) ARTICLE 575 (3) C.C.P. THE COMPOSITION OF THE CLASS MAKES IT DIFFICULT OR IMPRACTICAL TO APPLY THE RULES FOR MANDATES TO TAKE PART IN JUDICIAL PROCEEDINGS

[47] At paragraph 82 of the motion, Lamoureux alleges that there are more than 50,000 persons in the proposed class. The composition of the group makes it difficult or impractical to apply the rules for mandates to take part in judicial proceedings on behalf of others or for consolidation of proceedings. It is axiomatic that this criteria has been satisfied. The Court reiterates the reasons set forth by Justice Provost in *Sofio*.

[48] OCRCVM does not contest that the criteria of Article 575 (3) C.C.P. has been satisfied.

D) ARTICLE 575 (4) C.C.P. THE CLASS MEMBER APPOINTED AS REPRESENTATIVE PLAINTIFF IS IN A POSITION TO PROPERLY REPRESENT THE CLASS MEMBERS

[49] Article 575(4) C.C.P. states that "the member to whom the Court intends to ascribe the status of representative" must be "in a position to represent the members adequately".

⁷ CQRL c. C-12.

[50] The Supreme Court has set out three factors to be considered when ascribing the status of representative:⁸

[149] Article 1003. (d) of the *C.C.P.* provides that “the member to whom the Court intends to ascribe the status of representative [must be] in a position to represent the members adequately”. In *Le recours collectif comme voie d'accès à la justice pour les consommateurs* (1996), P.-C. Lafond posits that adequate representation requires the consideration of three factors: [TRANSLATION] (...) interest in the suit ..., competence ... and absence of conflict with the group members ...” (p. 419). In determining whether these criteria have been met for the purposes of art. 1003. (d), the Court should interpret them liberally. No proposed representative should be excluded unless his or her interest or competence is such that the case could not possibly proceed fairly.⁹

[51] OCRCVM raises two objections to Lamoureux as representative. First, it submits that Lamoureux is in no position to represent the class members as he has not demonstrated a *prima facie* cause of action for his own claim. Secondly, it argues that Lamoureux relies solely on the allegations raised in Sofio’s motion which application was dismissed. It maintains that Lamoureux has not demonstrated even a minimal investigation as to possible number of potential class members and whether or not damages were actually sustained by the class. Simply stated it maintains that Lamoureux cannot “piggyback” on Sofio’s motion for authorization.

[52] OCRCVM appears to suggest that Lamoureux must turn a blind eye to the information concerning the potential members acquired within the context of the Sofio’s motion. It asserts that any communications between potential members and Sofio’s attorney was within the context of the Sofio’s proceedings and not his own. The Court does not share it view.

[53] In *Sibiga v. Fido Solutions Inc.*¹⁰ the proposed representative was recruited by counsel. The Court of Appeal held that the role taken by counsel and the circumstances in which the representative was recruited to represent the class was not incompatible with her status as representative. Justice Kasirer states:

[102] (...) in my view, the fact that lawyers play an important, even primary role in instituting a consumer class action is not in itself a bar to finding that the designated representative has the requisite interest in a suit. (...)

[54] Whether Lamoureux obtained information concerning the potential members of the class prior or subsequent to the institution of his motion or through his counsel is not relevant. The pivotal issue that the Court must determine is whether Lamoureux is able to ensure adequate representation for the potential members. Is he competent? The answer is yes. Is there a conflict of interest between him and potential members of the

⁸ [2013] SCC 59 (CanLII).

⁹ *Id.*, p. 652.

¹⁰ 2016 QCCA 1299 (CANLII).

class? The answer is no. Does Lamoureux have an interest in the suit? The OCRCVM argues that Lamoureux has not suffered any compensable damage caused by the loss of the personal information and therefore he has no legal interest in the action. This argument is dismissed for the reasons set out above.

[55] The Court concludes that the condition of Article 575 (4) *C.C.P.* has been met.

[56] In view of the foregoing, the Court concludes that all four conditions of Article 575 *C.C.P.* have been met and therefore the class action should be authorized.

[57] **FOR THESE REASONS, THE COURT:**

[58] **GRANTS** the Motion to Authorize the Bringing of the Class Action and to Ascribe the Status of Representative;

[59] **AUTHORIZES** the bringing of a class action in the form of a motion to institute proceedings in damages;

[60] **ASCRIBES** the Petitioner the status of Representative of the persons including the group described as:

Toutes les personnes physiques et morales, comptant 50 employés et moins depuis le 1^{er} février 2013, ayant vu ses renseignements personnels perdus au Québec par l'intimée ou un de ses employés en 2013.

[61] **IDENTIFIES** the principal questions of fact and law to be treated collectively as the following:

- a) L'intimée a-t-elle commis une faute lorsque l'un de ses employés a perdu l'appareil portable renfermant des renseignements personnels des membres?
- b) L'intimée a-t-elle commis une faute en ne s'assurant pas de la protection maximale des renseignements des membres contenus dans ledit portable?
- c) L'intimée a-t-elle pris trop de temps avant d'aviser les membres de la perte de leurs informations personnelles?
- d) L'intimée a-t-elle fait défaut de mettre en place les mesures appropriées pour limiter les dommages des membres après la perte de leurs renseignements personnels?
- e) Les membres sont-ils en droit de réclamer de l'intimée des dommages compensatoires?

- f) De quel montant devrait être ces dommages compensatoires?
- g) Les membres sont-ils en droit de réclamer de l'intimée des dommages punitifs et exemplaires au montant de 500\$?
- h) La réclamation de paiement des dépens est-elle bien fondée?

[62] **IDENTIFIES** the conclusion sought by the class action to be instituted as being the following:

ACCUEILLIR la requête introductive d'instance en recours collectif pour le compte du groupe suivant:

Toutes les personnes physiques et morales, comptant 50 employés et moins depuis le 1^{er} février 2013, ayant vu ses renseignements personnels perdus au Québec par l'intimée ou un de ses employés en 2013.

CONDAMNER l'intimée à payer des dommages compensatoires et 500\$ à titre de dommages punitifs et exemplaires au requérant et à chacun des membres avec l'intérêt au taux légal à compter de la signification de la présente requête majorée de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

ORDONNER le recouvrement collectif de la réclamation des membres du groupe;

ORDONNER le cas échéant toute mesure réparatrice jugée appropriée dans les circonstances;

CONVOQUER les parties afin de déterminer les mesures susceptibles de simplifier l'exécution du jugement et pour décider des questions restant à déterminer, dont les documents et attestations à fournir à l'appui des réclamations;

ORDONNER la publication des avis appropriés;

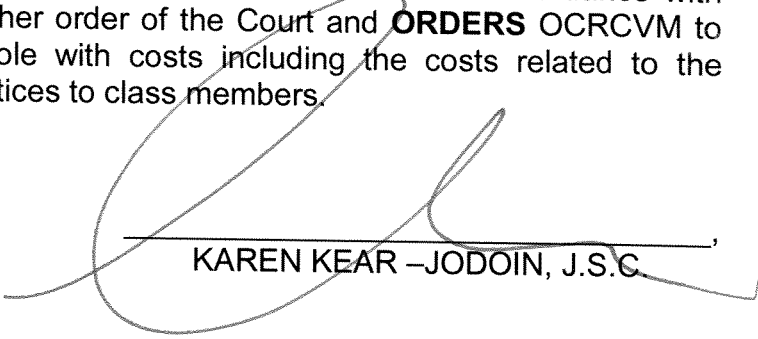
DÉSIGNER toute personne qualifiée pour administrer le processus de réclamation et de distribution;

RENDRE toute autre ordonnance que le tribunal estime nécessaire en vue de la protection des intérêts des membres du groupe.

[63] **FIXES** the delay of exclusion at 30 days from the date of publication of the notice to the members and **DECLARES** that all members of the class who have not requested

their exclusion from the class in the prescribed delay will be bound by any judgment to be rendered on the class action to be instituted;

[64] **ORDERS** the publication of a notice to the class members in accordance with article 579 *C.C.P.* pursuant to a further order of the Court and **ORDERS** OCRCVM to pay said publication costs, the whole with costs including the costs related to the preparation and publication of the notices to class members.



KAREN KEAR –JODOIN, J.S.C.

Me Robert Charbonneau
Me Anne Merminod
BORDEN LADNER GERVAIS

Me Louis Demers
CLÉMENT D'AVIGNON

DATE OF HEARING: February 14, 2017.